

**LA SITUATION ACTUELLE DE L'ECONOMIE MONDIALE  
ET PERSPECTIVES DES ANNEES 1990 : QUELQUES REFLEXIONS**

Bernard ELIE  
Professeur de Sciences Economiques  
Université du Québec à Montréal UQAM

## **I. Le "système monde" contre la "mondialisation de l'économie"**

L'utilisation, pour le moins abusive, de l'expression "mondialisation de l'économie" peut porter à confusion. "Système monde" et "mondialisation de l'économie" ne relèvent pas de la même grille de lecture. Nous devons d'abord opposer radicalement ces deux concepts.

### **1 - De la "mondialisation de l'économie".**

Depuis quelques années la "mondialisation de l'économie" est un concept à la mode, on nous le sert à toutes les sauces et pour tous les plats. Le succès de l'expression est sans aucun doute le meilleur coup inespéré de la propagande néo-libérale. À en croire les médias (comme nos hommes politiques et les analystes plus ou moins savants) nous sommes tous fatalement soumis à cette "mondialisation de l'économie", un peu comme nous avons tous besoins d'oxygène pour survivre : de la plus petite entreprise à la firme multinationale, de l'artisan le plus solitaire à l'ingénieur d'une grande entreprise, de l'inuit de la Baie d'Ungava au président de la General Motors. Au nom de cette mondialisation tout peut-être changé et même doit l'être.

C'est d'abord, comme par hasard, le revenu des travailleurs et leurs acquis sociaux qui doivent être réduits pour résister à la concurrence devenue mondiale, sans oublier qu'il n'y a plus de capacité à payer ! Pour faire face à la "mondialisation de l'économie" il faut donc faire des sacrifices, mais les sacrifices ne sont pas égaux pour tous. Les autorités "responsables" prennent des mesures pour que cette mondialisation nous soit profitable et que les ennuis n'aillent qu'aux autres. La création improvisée de zones commerciales larges, nous pensons ici à l'Accord de libre-échange Canada- États-Unis et à l'A.L.E.N.A., ne sont pas seulement les seules mesures défensives, nous dit-on, mais les conditions nécessaires à notre survie. Les refuser ou même les critiquer n'est pas seulement preuve d'aliénation mentale mais cela est un geste socialement criminel. La "mondialisation de l'économie" doit conduire à la "liberté" des marchés et à un plus grand optimum.

La "mondialisation de l'économie", élevé au rang de fatalité bénéfique, justifie tous les nivellements, par le bas et les attaques contre les droits des travailleurs avec ou sans emploi. On dégraisse, on rationalise, on coupe, on restreint, on débauche pour augmenter à terme notre capacité de faire face à la mondialisation. Dans quel état

serons-nous quand nous aurons évité les affres de la mondialisation et touché enfin à ses bienfaits ? Le mythe de la mondialisation de l'économie n'existe que pour justifier le retour à un capitalisme sauvage. La longue crise du capitalisme a besoin de ce mythe pour justifier le rejet du passé et de ses contraintes sociales et permettre ainsi le redéploiement de l'appareil de production.

Le succès du concept de "mondialisation de l'économie" est le triomphe en réalité de l'idée de marché imaginé et idéalisé par la théorie néo-classique et réintroduit en force par les économistes libéraux. La "mondialisation de l'économie" nous est présentée comme preuve du règne nécessaire parce que naturel du marché libre. L'avènement de cet ordre naturel est aussi le nouvel ordre mondial auquel rêvait le Président Bush après l'effondrement de l'empire soviétique. La conversion des anciens communistes aux dogmes de l'économie de marché permet-elle d'envisager l'établissement de l'Ordre naturel, celui du marché homogénéisateur, de la "mondialisation de l'économie"...capitaliste ? Mais tous ne sont pas encore convertis d'où la nécessité de la grande croisade menée par les États-Unis. De la guerre froide nous passons à la guerre chaude pour le marché mondial !

## **2 - Du "système monde".**

Autant la "mondialisation de l'économie" nous est présentée comme une réalité auquel nous ne pouvons que nous soumettre, autant le concept de "système monde" nous renvoie à une analyse et nous montre une évolution de l'économie qui est spécifique historiquement et qui n'est pas inéluctable.

L'existence d'un "système monde" suppose aussi une certaine unité du tout, l'existence d'un ou de plusieurs facteurs homogénéisateurs. Cela implique donc un ordre ou encore un ensemble possédant une structure identifiable, compréhensible, convergente et dynamique. Contrairement à la "mondialisation de l'économie" ou au marché, le "système monde" n'est pas un postulat auquel nous ne pouvons que nous soumettre. Le "système monde" se construit et peut être infléchi.

L'existence d'un "système monde" signifie la domination de plus en plus large d'un régime économique - le capitaliste - sur le monde. Ce régime dominant est à la recherche d'une reproduction de plus en plus coûteuse. Le renforcement de la reproduction du capitalisme suppose en particulier le maintien et même l'augmentation de revenus et des inégalités entre les états-nations; l'exploitation, la destruction des ressources naturelles dans une perspective de court terme et le nivellement culturel au profit d'une culture propre à permettre le déploiement du marché, du capitalisme. Les différences culturelles entre les peuples doivent disparaître, puisqu'elles sont des

facteurs non homogénéisateurs bloquant le marché. Aujourd'hui le capitalisme triomphe, mais sa fragilité grandit aussi.

### **3 - Des économies nationales.**

Ces deux visions de l'évolution du monde, l'expansion du marché libre source de progrès pour les uns ou l'expansion du régime capitaliste destructeur pour les autres, révèlent une même opposition radicale entre une économie qui serait mondiale et les économies proprement nationales. La mondialisation de l'économie comme le développement d'un système monde postulent une internationalisation d'activités de plus en plus hors de portée, hors de contrôle des états-nations. L'État-nation constitue un référent à des politiques économiques dont la pertinence et l'efficacité sont remises en cause par l'existence d'un "système monde" et par l'accroissement de la mondialisation des rapports économiques. Sommes-nous dans un processus de disparition des états-nations ? Sans doute, assistons-nous à la plus grande remise en cause des États-nations comme base du développement de l'économie capitaliste. Les politiques économiques néo-libérales dominantes supposent que les autorités s'emploient à imposer les conditions du marché (élevées au rang de lois naturelles) aux agents économiques; ce marché, par définition universel, transcende le cadre des nations, il est mondial.

## **II. Les caractéristiques du "système monde" aujourd'hui**

L'élément central dans la longue restructuration de l'économie mondiale depuis vingt ans est qu'elle se fait dans le cadre d'une croissance générale faible. De cette constatation générale nous pouvons dire que le monde actuel est en restructuration polarisée sur un axe d'inégalités, inégalités en développement, en croissance et en partage de la richesse. Cela nous amène à identifier cinq caractéristiques principales du "système monde".

### **1 - La dualité de la restructuration et faible croissance.**

Nous assistons à une évolution à deux vitesses : certains secteurs ont connu une croissance forte alors que les autres accusent un retard important.

Les secteurs de la production qui ont connu une forte croissance, reposent principalement sur une valeur ajoutée à contenu technologique élevé peu créatrice d'emploi, commandant de hauts salaires et sont localisés essentiellement dans les pays industrialisés. Les autres secteurs à faible croissance demeurent basés sur une valeur

ajoutée à faible contenu technologique et commandent des salaires faibles. Cette dualité se retrouve aussi bien entre les pays industrialisés et les pays du tiers-monde, qu'à l'intérieur des pays industrialisés. Nous nous retrouvons avec deux secteurs : l'un commandant des salaires élevés avec des emplois stables, l'autre des bas salaires et des emplois précaires. Ce phénomène se déroulant dans des économies à faible croissance réelle ( $\pm 1\%$ ), nous assistons à une diminution absolue de la part des revenus salariaux dans l'économie et à une baisse relative des revenus des uns par rapport aux autres. La faible croissance contribue également à maintenir le chômage à un niveau élevé. Cette tendance a été accentuée d'autant plus que les politiques libérales des années 1980, politiques dites de l'offre ont réduit les transferts de revenus des plus riches aux plus pauvres, contribuant ainsi à l'accroissement des inégalités.

## **2 - L'échec des modèles de développement.**

Les modèles de développement appliqués aux pays du tiers-monde ont été basés sur des politiques économiques visant essentiellement à les intégrer à l'économie mondiale. L'ouverture de ces économies, c'est-à-dire leur normalisation, était la condition obligée à l'intégration et au "développement". Cette intégration reposait sur la mise en place d'une capacité d'exportation importante. Il s'agissait donc de restructurer les économies nationales vers des productions vendables sur les marchés internationaux, c'est-à-dire achetables par les pays industriels. Un tel effort de restructuration a nécessité un large endettement, le service de cette dette devait être assuré par les recettes des exportations. À la dépendance sur les débouchés de la production s'ajoute une dépendance financière. Le tout marchait bien tant et si longtemps que les ventes permettent de rembourser la dette et d'assurer le développement de l'appareil de production. Il y aura eu des "miracles" du développement : le Brésil, la Corée, même le Mexique et l'Argentine ont presque été miraculés. Mais la situation ne pouvait durer.

Les récessions suivies de faibles reprises que connurent l'Amérique du nord et l'Europe depuis le début des années 1980 contribuèrent à invalider les modèles de développement appliqués aux pays du tiers-monde. Ces marchés se fermèrent, les recettes d'exportations des pays du tiers-monde s'écroulèrent et par le fait même leur capacité de payer la dette disparut. Les usines fermèrent d'autant plus vite qu'il était maintenant impossible d'importer, d'acheter, l'équipement nécessaire à leur fonctionnement. La production, de plus, ne pouvait être écoulee sur le marché intérieur, car elle ne correspondait pas aux besoins de ces peuples qui de toute façon ne pouvaient pas l'absorber, l'acheter. La situation sera aggravée par les changements

survenus dans les modalités de financement, dans les années 1980.

Nous voici avec une nouvelle dualité : les pays dominants (Amérique du nord, Europe et Japon) maîtres des marchés et des règles du jeu, les pays du tiers-monde dominés par les marchés, soumis au financement externe et dépendants de technologies étrangères souvent coûteuses. Ces différentes dépendances des pays du tiers-monde les conduisirent à la déstructuration des économies traditionnelles et à l'augmentation des inégalités "nord-sud".

### **3 - Endettement généralisé.**

Dans un processus de restructuration l'endettement est au début un phénomène normal, mais ici l'endettement s'est prolongé et s'est généralisé.

Dans les pays du tiers-monde l'endettement révèle leur triple dépendance : dépendance des débouchés, dépendance technologique et dépendance financière. Les politiques de développement et leur échec a entraîné et a maintenu les pays du tiers- monde dans un état d'endettement insupportable.

Dans les pays industrialisés, l'endettement des entreprises et des individus a été portée à des niveaux records. Le faible taux de croissance de l'économie et la dégradation de l'emploi contribuèrent fortement à dégrader la position financière des agents économiques. Les gouvernements eux aussi pour la plupart, par l'échec des politiques libérales, ont connu une importante dégradation de leur situation financière. L'échec de la "nouvelle fiscalité" est particulièrement significatif à cet égard. L'impôt progressif sur le revenu, par exemple, a perdu de son importance, il a été réduit particulièrement pour les hauts revenus, l'épargne de ces derniers devant servir à l'investissement et ainsi à créer une nouvelle classe d'entrepreneurs créateurs d'emplois. Contrairement aux espoirs des libéraux, ces fonds furent dirigés le plus souvent vers des activités improductives à caractères spéculatives (biens immobiliers, actions en bourse ...). L'entreprise privée n'a pas livré la marchandise. Par contre de nouveaux impôts à la consommation, donc à caractère régressif, furent introduits, toujours avec le même fondement moral d'encourager l'épargne et de pénaliser la consommation. L'apparition de frais modérateurs pour certains services sociaux est également des signes d'une individualisation de la société ou si l'on préfère de l'abandon de la socialisation de services collectifs jugés fondamentaux.

L'échec de la "nouvelle fiscalité" eut comme effet de réduire les revenus de l'État alors que nous assistions à la croissance de la demande des programmes d'assistance. Les déficits budgétaires s'accumulèrent d'année en année. Seule solution libérale avancée pour un retour à l'équilibre : la réduction des programmes sociaux accentuant

ainsi l'inégalité dans la distribution de la richesse collective.

#### **4 - L'hypertrophie du secteur financier.**

Le secteur financier connut un développement exceptionnel, de plus en plus détaché de l'économie productive et détournant les surplus vers lui. La ponction de la richesse vers ce secteur improductif, dans un monde d'endettement, fut particulièrement significative.

Au cours des vingt dernières années, le secteur financier a joué un rôle fondamental qui a permis d'abord d'assurer les besoins de crédit à travers le monde puis de maintenir le haut niveau d'endettement. Ce rôle central du secteur financier a contribué à son développement mais aussi à la fragilisation de l'ensemble. Fragilisation en permettant ce haut niveau d'endettement, des avoirs de plus en plus risqués, mais aussi fragilisation par l'imbrication des institutions financières entre elles, des engagements de plus en plus instables. Cette fragilisation a conduit à de nouveaux comportements des institutions financières qui contribuent à accroître le risque système.

"L'innovation financière et la concurrence sont restées les principaux facteurs de la vive expansion des instruments dérivés négociés sur les marchés de gré à gré (...). Toutefois, l'an dernier, le manque de transparence des opérations de gré à gré et les risques systémiques potentiels liés à ces marchés sont devenus sources de préoccupations pour les autorités." (B.R.I., 1992, 180)

#### **5 - Le nivellement culturel.**

Dans un "système monde" reflet de l'expansion du capitalisme, les différences culturelles et de langues, qui font la richesse de l'humanité, sont autant d'obstacles au développement du capitalisme et à la libre circulation des marchandises standardisées. Le terme de marchandise recouvre aussi bien les produits manufacturés ou agricoles que les biens culturels. Comment la diversité pourrait-elle permettre au mode de vie dominant, de consommation, de se répandre ? L'acculturation des élites dans les pays du tiers-monde n'a-t-elle pas été le plus sur des moyens d'asseoir la domination occidentale ? Aujourd'hui, au sein des pays industriels, le nivellement culturel et même l'acculturation sont un processus très puissant. La production culturelle la mieux mise en marché, celle des États-Unis, est dominante, à travers son cinéma, sa télévision (les téléseries, les informations comme CNN) ou encore ses fast-foods. L'image et le contrôle de la diffusion des informations sont les armes les plus puissantes à la disposition des Américains. La culture américaine est dominante, la plus "vivante" et l'anglais ou l'américain, sont devenus la langue scientifique, comme le latin à l'époque de l'Église triomphante avant la création des état-nations. Les autres langues, si elles

n'y prennent pas garde, seront des langues mortes, restreintes à un statut de dialecte locaux. Le "système monde" où triomphe le capitalisme est aussi la destruction des patrimoines. Les mouvements intégristes sont certes réactionnaires, mais ils expriment souvent la seule résistance des peuples à l'avancé du capitalisme.

### **III. Les tendances dans les années 1990**

#### **1 - Trois défis.**

Trois grands problèmes ou défis nous confronteront. Il s'agit, sans ordre de priorité de :

- **L'ENVIRONNEMENT.** Le développement économique demeurera destructeur, sauvage et à courte vue, sans égard à la conservation des ressources, il ne sera pas durable. La survie et la qualité de vie pour le plus grand nombre seront problématiques;

- **LES ÉCARTS DES REVENUS** vont s'accroître aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre les pays du Nord et ceux du Sud. Ce phénomène sera signe de mal-développement, par une mauvaise distribution des richesses, il sera aussi signe d'augmentation des inégalités, de "développement du sous-développement". L'Afrique sera particulièrement affectée, ce qui est déjà fait, de même que les nouvelles conquêtes de l'économie de marché à l'Est qui vont rapidement connaître les limites du nouveau mode de gestion de l'économie. Revendications nationales et sociales, instabilités politiques seront autant de source d'inégalité, d'injustice et de violence;

- **LA FRAGILISATION DU SECTEUR FINANCIER.** Déjà l'hypertrophie du secteur financier a pris littéralement en otage les États et leur population en absorbant une part trop grande des richesses. Les années 1990 verront s'accroître et se révéler l'instabilité et les risques sur les marchés monétaires et financiers, aussi bien par l'action même des entreprises financières que par l'absence de contrôles effectifs.

De ces trois défis limitons-nous ici à l'analyse du dernier.

#### **2 - L'évolution du secteur financier.**

Dans un premier temps, l'internationalisation des activités des banques dans les années 1960 et 1970 avait déjà fortement ébranlé les conceptions trop xénophobes des modèles théoriques et des politiques économiques mises en pratique (un pays versus le reste du monde, le tout étant plus grand que la somme des parties), c'était la fin de

ces modèles. Cette dysfonction entre les modèles et la réalité nouvelle entraîna, par voie de conséquence, la non pertinence des instruments d'analyse et des indicateurs utilisés par les économistes. En effet, ces instruments étaient construits à partir des mêmes conceptions que les modèles. Ainsi, l'information que devait nous fournir la lecture et l'analyse de certains indicateurs devint rapidement très faible et souvent incompréhensible. Ce manque d'instrumentation contribua à ne pas saisir l'évolution et les risques nouveaux du secteur financier.

C'est ainsi, par exemple, que la construction traditionnelle de la balance des paiements internationaux et les différentes définitions des agrégats monétaires ont rapidement montré leurs faiblesses pour saisir l'internationalisation des activités financières. Il fallut une vaste mise à jour des outils des économistes pour la prise en compte de certains phénomènes financiers et monétaires internationaux.

Dans une deuxième phase, au début des années 1980, d'autres évolutions sont intervenues sur les marchés financiers qui devront amener de nouveaux ajustements. En effet le développement considérable des opérations sur de nouveaux instruments financiers est sans aucun doute la principale caractéristique des changements récents intervenus sur les marchés financiers. En plus de l'introduction de plusieurs instruments sur les marchés organisés, l'extension des produits financiers de gré à gré, opérations dites hors bilan, est le phénomène le plus complexe et le plus important des dernières années. La Banque des règlements internationaux (B.R.I.) montrait sa préoccupation (voir p.6 ci-dessus) dans son dernier Rapport annuel (juin 1992) et en faisait une analyse.

La B.R.I. était préoccupée par la non transparence des opérations et l'existence d'un risque système de plus en plus grand. L'O.C.D.E partage également cette inquiétude. Son Secrétaire général, de plus, avouait l'impuissance des autorités de saisir ces phénomènes nouveaux (O.C.D.E., 1988). Le Fonds monétaire international créait, en 1991, un comité d'étude pour évaluer les flux financiers privés et le risque systémique des marchés financiers (comité sous la présidence du Baron Godeaux).

L'instabilité des marchés financiers et l'augmentation des risques, amplifiés surtout par les comportements mimétiques et l'imbrication des bilans des différentes institutions, seront les événements majeurs dans l'évolution du "système monde".

Dans ce processus évolutif, d'une part, il est frappant de voir que le développement de la dimension de certains marchés financiers a suscité la perplexité des observateurs. Ainsi, il y a trente ans, pour expliquer la croissance des euromarchés et celle du marché des changes, on a fait valoir à l'époque que leur taille était un multiple considérable du besoin net de financement ou de la demande nette de conversion d'une devise en une autre pour couvrir des transactions réelles. On ne croit plus beaucoup aujourd'hui que l'accroissement continu du marché de l'eurodollar ait

été une création de monnaie ex nihilo par la seule plume des banquiers. On tend plutôt à y voir une façon de diffuser les risques. La grande dimension d'un marché donnerait une assurance que les difficultés d'un ou de quelques opérateurs pourront être absorbées plus facilement par les autres participants sans ponction trop brutale sur la liquidité du marché. Mais le report du risque au niveau de l'entreprise peut avoir pour conséquence une augmentation des risques systémiques potentiels sur les marchés.

### **3 - Un risque généralisé croissant dans les années 1990.**

Les années 1960 ont vu se développer un marché financier international de type classique, les années 1970 ont été marquées par le transfert du risque des créditeurs aux débiteurs, donc par la vulnérabilité des emprunteurs face aux conditions du marché, les années 1980 sont marquées par la grande fluidité des sources de liquidités et donc par la vulnérabilité des institutions financières. Après que les sources de liquidités des emprunteurs se soient avérées plus difficiles, c'est maintenant celles des prêteurs qui deviennent moins prévisibles. Globalement les bilans se fragilisent. Les années 1990 verront se confirmer cette fragilité des institutions financières et un haut niveau de risque de l'ensemble du marché.

Jean-Claude Paye, secrétaire général de l'OCDE, dans sa préface à une étude sur les nouveaux instruments financiers écrivait:

Les nouveaux instruments financiers,[...], présentent de nombreux avantages pour les opérateurs [...]. Mais, en même temps, ces instruments sont eux-mêmes porteurs de risques : risque de défaillance de la contrepartie, risque de liquidité et risques liés aux taux d'intérêt et de change. Ces risques, bien qu'ils puissent avoir des répercussions importantes sur les résultats et la situation financière des entreprises, n'apparaissent souvent pas dans leurs états financiers. (OCDE, 1988, 3)

Tout se passe donc comme si la complexification des échéances réalisées avait entraîné une fragilité plus grande du système, globalement, en lui faisant courir un risque croissant sans que l'on puisse percevoir clairement l'état de la situation au niveau des institutions financières elles-mêmes. Elles sont hors de contrôle.

J.M. Rousseau (1985) a tenté de définir la notion de risque croissant et de l'appliquer à l'activité bancaire. Cette notion de risque croissant a été développée par Kalecki (1937) au niveau de la firme, elle établissait la liaison entre la taille d'un investissement et le risque relatif au rendement attendu : le risque augmentant avec la taille de l'investissement, plus précisément le risque marginal est fonction croissante de l'investissement. En remplaçant l'investissement par la variation de l'encours du crédit, ce principe peut s'étendre à l'activité bancaire.

Il apparaît clairement que le développement du marché bancaire international a été réalisé sans que chaque institution ne s'inquiète individuellement du risque que ses

prêts pouvaient faire courir à l'ensemble du système. Il faut ajouter à cela que la longueur des chaînes de transaction ne facilite pas ce genre de prévision. Mais, simultanément, la longueur de ces chaînes rend le système plus fragile en rendant plus nombreuses les banques qui seraient affectées par la défaillance de l'une d'entre elles; sans aller jusqu'au cas de faillite, une crise de liquidité peut voir ces conséquences amplifiées par l'interdépendance des institutions participant au système bancaire international. (Rousseau, 1985, 54)

La stratégie de la multiplicité des débiteurs pourrait paraître être une défense contre le risque de défaillance. Mais la généralisation de ce phénomène entraîne au contraire la permanence du risque d'illiquidité et le risque d'insolvabilité de l'ensemble du système. En effet, la mondialisation ou la globalisation, des circuits monétaires et financiers permettent certainement la transmission du risque et à première vue cela pourrait réduire le risque global en le diluant entre les différents acteurs. Mais la transformation qualitative des éléments du bilan en accroissant la sensibilité du coût des ressources et du rendement des placements au marché, la marchésation, augmentent le niveau de risque. De plus, ce processus est également accompagné d'une croissance des transactions qui est un facteur d'amplification du risque. Le fardeau du risque n'est plus uniquement du côté des débiteurs, suite aux taux d'intérêts variables des années 1970 et 1980, mais aussi du côté des prêteurs, comme effet en feed-back du risque des débiteurs.

Pour les économistes, l'impossibilité d'avoir des indicateurs, des instruments fiables pour leurs analyses, est pour le moins problématique dans un contexte de crise financière potentielle.

Bernard Élie, UQAM,  
30 janvier 1993.

### **Références bibliographiques**

Banque des règlements internationaux (1992) - 62ème Rapport annuel, Bâle, juin.

Beaud, Michel (1989) - L'économie mondiale dans les années 80. Paris, La Découverte.

Chant, Peter D. (1990) - La présentation des activités de financement dans les états financiers, Toronto, ICCA.

Élie, Bernard (1992) - "L'évolution du système financier international et son impact dans les années 1990", in *Mondialisation et Régionalisme: la coopération économique internationale est-elle encore possible?*, Québec, PUQ.

Élie, Bernard (1990) - "Internationalisation financière et marge de manœuvre des états", les *Cahiers du GRETSÉ*, n°5.

I.C.C.A. (1989) - Couverture, avant son échéance, d'un élément monétaire à long terme libellé en monnaie étrangère, Comité sur les problèmes nouveaux, abrégé des délibérations, C.P.N.-3.

KALECKI, M.(1937), "The Principle of Increasing Risk", *Economica*, 440-447.

O.C.D.E. (1988) - Nouveaux instruments financiers: publication d'informations et de comptabilisation, Paris.

O.C.D.E. (1992) - Nouveaux défis pour les banques, Paris.

ROUSSEAU, J.M.(1985), "Risque croissant et endettement", *Économies et sociétés*, Paris, Cahiers de l'ISMEA, Série MO, n° 5, 53-79.